

L'encart régional « européen » de ce numéro de *Diasporiques* (entre les pages 66 et 67) traite spécifiquement des pays du Groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie)¹. Ce premier article, rédigé avant les suites des élections italiennes de 2018, met l'accent sur la question migratoire, sans doute l'une de celles qui suscitent l'opposition la plus marquée entre ce Groupe et le reste de l'Union européenne. On trouvera dans l'encart une autre contribution éclairante de Jacques Rupnik qui concerne les différences sur la façon dont les pays-membres se représentent l'Europe.

La crise migratoire, un révélateur des lignes de partage au sein de l'Union européenne

Jacques Rupnik

Jacques Rupnik est directeur de recherche au CERI (Centre d'études et de recherches internationales) de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP).

UNE INQUIÉTANTE RÉGRESSION

La ferme prise de position de l'artiste chinois multidisciplinaire Ai Weiwei en faveur d'une ouverture des frontières s'inscrit dans une longue tradition européenne à laquelle les dissidents d'Europe centrale ont contribué pendant la guerre froide avec des mouvements de défense des droits humains² tels qu'énoncés par la Charte 77 (qui exigeait la libre circulation des personnes et des idées). Cette tradition philosophique et politique ne prévaut nullement aujourd'hui en Europe, et surtout pas dans la partie centre-Est du continent. Alors qu'elle était un ferment d'union entre les Européens en 1989, elle apparaît désormais menacée et ne s'exprime que sur un mode défensif. La crise migratoire qui secoue l'Europe depuis 2015 offre ainsi un miroir de l'état de l'Union

européenne, profondément divisée sur les réponses politiques qu'elle lui apporte mais aussi dans les récits qui les justifient ; elle révèle le retour d'une fracture entre l'Est et l'Ouest du continent.

Depuis leur adhésion à l'Union européenne, les citoyens de l'Europe centrale en ont apprécié les avantages économiques mais ils se sont souvent plaints du manque d'attention portée à leur expérience spécifique, à leurs préoccupations et à leur identité. Eh bien, faites attention à exprimer ce que vous souhaitez, chers concitoyens, car vous pourriez obtenir gain de cause plus tôt que vous ne l'imaginez ! L'Europe centrale a reçu en un an plus d'attention de la part des médias et des hommes politiques occidentaux que jamais au cours des vingt dernières années. Il s'agissait souvent de vues simplistes ou

¹ Les deux numéros précédents de la revue ont traité respectivement des « régions ultrapériphériques » (n°40 de janvier 2018) et des pays baltes (n° 41 d'avril 2018).

² Nous prenons ici le parti de parler des droits « humains » plutôt que des droits de « l'Homme ».

moralisatrices mais toutes avaient un point commun : souligner l'approche distincte de la crise migratoire par l'Europe centrale, l'altérité en la matière de ce qu'on avait pris l'habitude d'appeler « l'autre » Europe.

UN REVIREMENT PARADOXAL

Ce sont bien certains des dirigeants des pays d'Europe centrale – dont les peuples considèrent de façon massive la libre circulation comme le plus grand bénéfice de la chute, en 1989, du Mur de Berlin – qui ont réagi le plus négativement à la vague migratoire en érigeant des barrières à leurs frontières. Le pays symbole par excellence de la fin de l'ère post-1989 est la Hongrie. Pendant l'été 1989, il fut le premier à démanteler le rideau de fer qui le séparait de l'Autriche, permettant alors à des dizaines de milliers d'Allemands de l'Est (« qui votèrent avec leurs pieds ») d'atteindre la République Fédérale Allemande. Mais, en été 2015, le gouvernement hongrois a fait construire une clôture de 175 kilomètres le long de sa frontière avec la Serbie pour empêcher les migrants d'entrer par cette voie sur son territoire. En 1989, le Premier ministre, Viktor Orbán, s'était prononcé en faveur de l'ouverture des frontières et de la société. Un quart de siècle plus tard, le même est devenu le chantre du contraire : leur fermeture et la réaction populiste contre la démocratie libérale.

DES CONTRASTES SAISSANTS

La position hongroise ne fait toutefois pas consensus. Le rejet le plus surprenant de la politique d'Orbán est venu du Premier ministre serbe

La prise de position d'Ai Weiwei

Beaucoup d'observateurs ont été surpris que l'artiste chinois Ai Weiwei exprime un fort soutien en faveur d'une politique d'ouverture des frontières, montrant ainsi que ses préoccupations « dissidentes » ne se limitaient nullement à son pays d'origine. Il s'est retrouvé en bonne compagnie avec les intellectuels et les artistes qui, dans le contexte d'une tentation croissante de fermeture, plaident en faveur d'une politique de la porte ouverte – une authentique tradition de la pensée européenne qui remonte à la notion de « citoyenneté du monde » d'Emmanuel Kant ou à Hannah Arendt et qui considère le réfugié comme une figure emblématique du xx^e siècle³. La position d'Ai Weiwei semble également proche de la vision de l'hospitalité par Jacques Derrida : un impératif « d'accueil sans réserve et sans calcul, d'une acceptation sans limite des nouveaux venus »⁴.

qui, lors du sommet des Balkans, à Vienne fin août 2015, a déclaré : « La réponse n'est pas de construire des murs ». Précisant que la Serbie n'était pas un pays générateur de migrants, il ajoutait : « Nous ne sommes qu'un pays de transit ». Alors que la Hongrie prétendait protéger la frontière de l'Union européenne (UE), le ministre serbe des Affaires étrangères, Ivica Dačić, s'était permis une pointe d'ironie : « Les Balkans font face à une vague de migrations... de l'UE ! ». Il était vrai – et cela le reste – que les migrants arrivant en Macédoine et en Serbie venaient de Grèce – un État membre de l'UE, signataire de l'accord de Schengen concernant le contrôle des frontières européennes !

Il faut donc faire une nette distinction à ce sujet entre les Balkans et les pays d'Europe centrale faisant partie de l'UE. Les premiers sont en soi une importante source de migration économique, issue principalement d'Albanie, du Kosovo et de Bosnie, mais ils constituent également une zone de transit pour les réfugiés

³ Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*, New York, 1951: « Le premier dégât causé aux États-nations par l'arrivée de centaines de milliers d'apatrides a été que le droit d'asile, le seul symbole des droits humains dans le domaine des relations internationales, a été aboli... La décomposition générale de la vie politique n'est illustrée par rien de plus que la vague haine qui imprègne tout ».

⁴ Jacques Derrida, *De l'hospitalité*, Paris : Calmann-Lévy, 1997.



PHOTO ZACHARY BAKO

L'artiste chinois Ai Weiwei

⁵ Hongrie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie.

⁶ Voir l'interview de Viktor Orbán dans le *Daily Telegraph* (Londres) du 11 novembre 2016 : « With Brexit and Trump's victory, the liberal non-democracy is over. What a day! What a day! What a day! What a day! ». Le Président tchèque écrit au président-élu américain : « In my country they call me the Czech Trump ».

⁷ Oskár Jászi's, 1927. Essai republié dans *The United States of Europe*, Hungarian European Society, Budapest 2006, p. 13.

du Moyen-Orient qui se dirigent vers l'UE : une augmentation de 600% de leur nombre est survenue en 2015 par rapport à l'année précédente. Alors que les Serbes les ont dans l'ensemble accueillis favorablement, leur fournissant de la nourriture et même des coupeurs de fil pour passer à travers les barbelés, les pays d'Europe centrale ont une position majoritairement différente. Et pas seulement la Hongrie, où une fraction de l'ordre de 10% seulement de la population est favorable à l'accueil des demandeurs d'asile : 86 % des Slovaques et quelque 75% des Polonais leur sont radicalement hostiles, d'où qu'ils viennent. Tout comme les pays du groupe de Visegrad⁵, la plupart des gouvernements d'Europe orientale, de l'Estonie à la Roumanie, s'opposent à l'idée de quotas pour le partage des migrants. Parmi eux certains prétendent y être prêts (la Pologne et la Slovaquie) mais à condition que ces derniers soient chrétiens ! À eux trois, les pays baltes n'ont accepté en tout et pour tout d'accueillir que 725 demandeurs d'asile...

UNE PRÉOCCUPANTE AMNÉSIE

Les mouvements prodémocratiques d'après-guerre en Europe centrale et orientale, lourdement réprimés par Moscou, ont donné lieu à d'importantes vagues de réfugiés. Plus de 200 000 Hongrois ont fui les chars soviétiques vers l'Autriche en 1956 et ils ont été les bienvenus dans le reste de l'Europe. La même chose s'est produite avec les Tchèques et les Slovaques après l'invasion d'août 1968 qui a écrasé le Printemps de Prague, et avec la Pologne après 1981, lorsque la politique répressive contre le mouvement *Solidarnosc* a poussé beaucoup de Polonais à l'exil. Alors qu'ils ont été enthousiasmés par la mondialisation pendant vingt ans (le slogan de la présidence tchèque de l'UE, en 2009, était « L'Europe sans barrières »), les peuples concernés en appellent aujourd'hui à une « Europe qui protège » (en reprenant le slogan de la présidence française en 2008). Le vote du Brexit, largement motivé par l'hostilité envers les migrants (d'Europe de l'Est !) et la décision de Donald Trump de construire un mur à la frontière des USA avec le Mexique ont été chaleureusement salués par certaines élites politiques d'Europe centrale⁶.

« CAUSE DE LA NATION » VERSUS « CAUSE DE LA LIBERTÉ »

Observant la Hongrie des années 1920, l'historien Oskár Jászi a noté qu'une régression de la démocratie (*Rückschlag*, un terme emprunté à la psychanalyse) se produit en temps de crise lorsque de vieilles structures refont surface⁷. Peut-être l'Europe centrale ou même l'Europe dans son

ensemble – sont-elles entrées dans de telles périodes de crise et de régression. Un autre penseur politique hongrois, István Bibó, soutenait, dans un ouvrage fondamental sur le nationalisme d'Europe centrale⁸, écrit pendant la guerre, que la démocratie est menacée par le fascisme « lorsque, suite à un cataclysme ou une illusion, la cause de la nation se sépare de celle de la liberté ; quand un choc historique engendre la peur de voir la liberté menacer la cause de la nation ». Or la vague migratoire de 2015, sans précédent dans l'Europe de l'après-guerre, a bien été qualifiée de « choc » par les élites politiques d'Europe centrale et orientale.

La « cause de la liberté » (en fait de la liberté de circulation), matérialisée par la décision de l'UE et de la chancelière allemande, Angela Merkel, d'ouvrir les frontières, a été présentée (et largement perçue par la population) comme une menace pour l'identité nationale et européenne, et a engendré une demande de protection par tous les moyens. C'est ce qui a légitimé la construction d'une barrière à la frontière hongroise au cours de l'été 2015, suivie d'un rejet ferme, le 4 septembre 2015, par les quatre pays du groupe Visegrad, du système de quotas de la Commission européenne pour le partage des réfugiés. La politique de la peur ainsi que la menace d'une « invasion musulmane » ont clairement et abusivement été utilisées par des élites politiques. Le PiS de Kaczynski (c'est-à-dire le parti politique de droite *Droit et Justice*) a failli gagner les élections en Pologne. La cote de popularité d'Orbán dans les sondages a rapidement augmenté depuis l'été 2015. Le référendum sur l'immigration du 2 octobre 2016 a été

conçu comme un plébiscite et la date choisie pour coïncider avec la reprise de l'élection présidentielle autrichienne. L'Autriche-Hongrie est de retour, en tenue populiste ! Toutefois les populistes ont parfois été déçus : Norbert Hofer, figure de proue de la « Révolution conservatrice », a perdu l'élection présidentielle en Autriche, tandis que le référendum anti-immigrés de Viktor Orbán a certes été approuvé à 98% en Hongrie⁹, mais avec seulement 40% de participation, ce qui l'a rendu invalide¹⁰.

L'EUROPE DE L'EST : DES TERRES D'ÉMIGRATION PLUTÔT QUE D'IMMIGRATION

Depuis 1989 environ un million de Polonais, de Slovaques et de citoyens des États baltes sont arrivés en Grande-Bretagne et en Irlande. La Roumanie et la Bulgarie ont vu environ 15% de leur population partir dans les pays du sud de l'UE. Plus important encore, ces nations ont entrepris de se reconstruire sur les ruines des empires multinationaux (Habsbourg, Ottoman, Russie). Toutes avaient des minorités représentant environ un tiers de leur population. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle Hitler avait exterminé les Juifs et Staline encouragé l'expulsion des Allemands, s'est mis en place un processus de « simplification » du puzzle ethnique en Europe centrale. La carte qui ressemblait à une toile de Kokoschka, faite de subtiles touches de différentes nuances, est devenue un tableau de Modigliani, composé de taches monochromes compactes. La Pologne et la Tchécoslovaquie (plus tard la République Tchéque) sont devenues des États-

⁸ István Bibó, *Misère des Petits États d'Europe de l'Est*, L'Harmattan, Paris 1986, p. 115.

⁹ Leader des personnes qui, en Europe centrale et orientale, sont réticentes à l'immigration imposée par l'UE, Orbán a déclaré que s'il n'avait pas construit de barrière à la frontière de son pays, « en un an ou deux on ne reconnaîtrait plus la Hongrie, ce serait comme un vaste camp de réfugiés, une sorte de Marseille en Europe centrale ».

¹⁰ La question du référendum hongrois du 2 octobre 2016 était pour le moins lourde : « Voulez-vous que l'UE décrète une relocalisation obligatoire de citoyens non hongrois en Hongrie sans l'approbation du Parlement hongrois ? »



PHOTO ADAM KEBRT, CRO

Jacques Rupnik

nations relativement homogènes. En même temps l'Europe occidentale, avec son héritage postcolonial et les migrations économiques des pays du sud de la Méditerranée, a subi une transformation importante depuis la fin des années 1960. L'Europe centrale et orientale a connu le problème séculaire des minorités nationales tandis que l'Europe occidentale tente, elle, de faire face à l'intégration des populations immigrées.

UN CONTRASTE SAISSANT ENTRE L'EST ET L'OUEST DE L'EUROPE

Alors qu'un modèle libéral de sociétés multiethniques est en cours de réalisation avec quelques variantes depuis près d'un demi-siècle en Europe occidentale, l'Europe de l'Est, ensemble de sociétés fermées avant 1989, n'avait plus connu de migrations depuis le Sud. Encore tout récemment colonisées par l'empire soviétique, ces nations ne partageaient pas le complexe postcolonial de l'Occident. De façon plus importante encore, le modèle multiculturel occidental est, pour reprendre le terme du discours d'Angela Merkel

lors de la conférence du Parti CDU en décembre 2010, largement perçu comme un « échec complet » dans l'Est de l'Europe. Et voici maintenant qu'on tente d'imposer ce modèle, qui a échoué, à l'Europe centrale et orientale ! Il y a une phrase lapidaire qui circule dans ces sociétés ainsi que dans le discours politique et les médias : « Les actuelles migrations du Sud deviendront demain nos *banlieues de l'Islam* ». Orbán en Hongrie a été le plus vif dans sa rhétorique de « l'invasion ». Selon lui, l'UE « s'est laissée envahir par des migrants menaçant les pays européens d'un conflit social, économique, culturel et de sécurité sans précédent ». Le Premier ministre slovaque Robert Fico, social-démocrate, ajoute pour sa part : « La Slovaquie n'est liée par aucun devoir. Ce n'est pas la Slovaquie qui a provoqué le chaos en Libye en écrasant Khadhafi ». Eh bien c'est peut-être vrai mais la Slovaquie comme la Pologne et le reste de ce que Donald Rumsfeld appelait en février 2003 « la nouvelle Europe » ont soutenu avec une ferveur rhétorique et même militaire la guerre en Irak menée par l'administration du président américain George Bush. Or cette guerre est maintenant considérée comme la principale cause de l'effondrement catastrophique de l'État en Irak et de la rupture de l'équilibre entre Sunnites et Chiites qui s'étend désormais à la Syrie et explique en bonne part la crise actuelle des réfugiés.

Une lecture commune du défi migratoire a conduit les pays du groupe Visegrad, le 4 septembre 2015, à rejeter conjointement le système de quotas proposé par la Commission européenne pour le partage des réfugiés. Ils ont résisté avec succès aux

pressions de Bruxelles et aussi de l'Allemagne. La Hongrie estimait ne pas devoir s'incliner devant le « diktat » et la Slovaquie a même décidé de poursuivre la Commission devant la Cour européenne de justice à Luxembourg. Les Tchèques, comme souvent, ont fait une concession à contrecœur dans la mesure où les quotas étaient une mesure ponctuelle et non permanente. « Un nouveau Munich », « Fin de la souveraineté », « Ne cédez pas au chantage » étaient certains des titres de la presse tchèque, slovaque ou hongroise. En fin de compte l'UE a fait marche arrière lors du sommet de Bratislava en septembre 2016, en permettant aux États-membres d'accepter le partage de la charge sur la question des migrants sur une base de volontariat. Le terme utilisé pour décrire le compromis était « solidarité flexible » : la « solidarité », c'est quand vous avez besoin de quelque chose de votre Europe, et « flexible » c'est ce qui vous permet de vous retirer d'un engagement européen ! À mon avis, c'est là un cas classique où l'adjectif vide le nom de sa substance, comme « boules de neige frites », ou encore « démocratie socialiste » dans l'Europe centrale et orientale d'avant la chute du Mur. ☺